

**Arrêté préfectoral**  
**mettant en demeure la SARL DELILE et FILS, pour les activités de transit de déchets**  
**qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon, sur le territoire de la commune d'Auch**

**La Préfète du Gers**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses livres I et V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° DEVP1238447A du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° TREP1800801A du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 8 décembre 2017 nommant Mme Catherine SÉGUIN, Préfète du Gers ;
- Vu** le décret du 16 octobre 2019 nommant Mme Edwige DARRACQ, Secrétaire Générale de la préfecture du Gers ;
- Vu** l'arrêté du 4 novembre 2019 portant délégation de signature à Mme Edwige DARRACQ, Secrétaire Générale de la préfecture du Gers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009 autorisant la SARL DELILE et FILS à exploiter un centre de tri, de valorisation de véhicules hors d'usage (VHU) et de déchets et une déchetterie sur la commune d'Auch ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 14 octobre 2015, actualisant le classement des activités exploitées sur le site et modifiant les prescriptions techniques des installations de tri de déchets, de dépollution de véhicules hors d'usage et d'une déchetterie exploitées par la SARL DELILE et FILS, ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, du 21 novembre 2019, faisant suite aux visites d'inspection du site en dates des 30 octobre et 8 novembre 2019, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier du 21 novembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 2 décembre 2019, dans le délai des dix jours impartis ;
- CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 30 octobre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la SARL DELILE et FILS ne respecte pas certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009 applicable aux activités de transit de déchets exploitées sur le site notamment :
- les activités ne sont pas exploitées en totalité sur le site selon les conditions mentionnées dans le dossier d'autorisation du 1<sup>er</sup> décembre 2008 et du porter-à-connaissance du 25 février 2012

(article 1.2.4 - conformité au dossier de demande d'autorisation),

- les installations ne sont pas correctement entretenues et maintenues propre selon les dispositions de l'article 7.2.6 - bâtiments et locaux ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 30 octobre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la SARL DELILE et FILS ne respecte pas certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2015 applicable aux activités de transit de déchets exploitées sur le site notamment :

- les déchets de métaux ne sont pas entreposés sur le site selon les dispositions de l'article 7.3.4,
- les pneumatiques ne sont pas entreposés sur le site selon les dispositions de l'article 7.4.4,
- les moteurs et autres pièces graisseuses ne sont pas entreposés sur le site selon les dispositions de l'article 7.4.5,
- les batteries usagées ne sont pas entreposées en totalité sur le site selon les dispositions des articles 7.4.5 et 7.5.4 ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 30 octobre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la SARL DELILE et FILS ne respecte pas certaines prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé applicable aux activités relevant des rubriques 2713 et 2714 exploitées sur le site notamment :

- les conditions de stockage des déchets de métaux, de bois et de cartons mentionnées à la partie IV de l'article 13 ;

**CONSIDÉRANT** que les manquements constatés sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et des eaux de surface ;

**CONSIDÉRANT** que les observations émises par l'exploitant, dans le délai imparti, ne permettent pas de lever les non-conformités majeures constatées lors des visites d'inspection des 30 octobre et 8 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL DELILE et FILS de respecter certaines dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux susvisés applicables aux activités de transit de déchets qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Auch.

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de procéder au nettoyage du site en application des dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009.

### **ARTICLE 2 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, d'exploiter ses activités selon les aménagements prévus dans le dossier d'autorisation du 1<sup>er</sup> décembre 2008 et du porter-à-connaissance du 25 février 2012, en application des dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009.

### **ARTICLE 3 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les conditions d'entreposage des déchets de métaux mentionnées, en application des dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2015.

### **ARTICLE 4 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les conditions d'entreposage des pneumatiques, en application des dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2015.

#### **ARTICLE 5 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les conditions d'entreposage des pièces grasses extraites des véhicules, en application des dispositions de l'article 7.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2015.

#### **ARTICLE 6 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les conditions d'entreposage des batteries usagées, en application des dispositions des articles 7.4.5 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2015.

#### **ARTICLE 7 -**

La SARL DELILE et FILS, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch, est mise en demeure, sous un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les conditions d'entreposage des déchets de métaux, bois et cartons, en application des dispositions de l'article 13, partie IV, de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

#### **ARTICLE 8 -**

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées aux articles 1 à 7 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 9 -**

Le présent arrêté sera notifié à la SARL DELILE et FILS sise ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

#### **ARTICLE 10 -**

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le Maire d'Auch.

Fait à AUCH, le **11 DEC. 2019**  
Pour la Préfète et par délégation,  
la Secrétaire Générale



Edwige DARRACQ

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.